PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Quotidienne.

	Un An.	6 Mois.	3 Mois.	1 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS....	$12.00	$6.00	$3.00	$1.00
POUR L'ETRANGER.....	$15.15	$7.55	$3.75	$1.20

Les abonnements se soldent invariablement d'avance.

Le Numéro Cinq Sous

PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Hebdomadaire.

	Un An.	6 Mois.	4 mois.	3 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS.....	$3.00	$1.50	$1.00	75 cts
POUR L'ETRANGER.....	$4.00	$2.05	$1.35	$1.05

Les abonnements datent du 1er et du 15 de chaque mois.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTÉRATURE, — PRO ARIS ET FOCIS — SCIENCES, ARTS.

Seul Journal Français Quotidien au Sud | NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 18 JUIN 1896. | Fondé le 1er Septembre 1827

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.
Bureaux : 323 rue de Chartres.
Entre Conti et Bienville.

Entered at the Post Office at New Orleans, La. Second Class Matter.

☞ POUR LES PETITES ANNONCES DE DEMANDES, VENTES ET LOCATIONS, ETC., QUI SE SOLDENT AU PRIX REDUIT DE 10 CENTS LA LIGNE, VOIR UNE AUTRE PAGE.

VENTES DE CE JOUR.

Bourse des Encanteurs.

Par Macon, Denis & Kernaghan—Plusieurs terrains avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent

Par le Shérif—Terrains et bâtisses situés dans les différents districts de cette ville.

La désagrégation des partis causée par les "argentistes."

Voulez-vous vous rendre un compte exact de la valeur d'un problème politique ou économique qui, dans telle ou telle circonstance solennelle, a l'air de se poser naturellement devant tout un pays, ou qu'on lui impose par des moyens factices, par une propagande désordonnée, voyez s'il tend à l'union des partis ou s'il y crée la division. S'il les divise, soyez sûr qu'il est faux et condamnable. Vous pouvez en toute sécurité, le rejeter ; vous ne vous tromperez jamais.

Il y a, par exemple, aux Etats-Unis, deux grands partis qui ont la prétention de reposer sur des principes sérieux et, de temps immémorial, s'y sont disputé le pouvoir. Les voici qui se disloquent tout-à-coup, à propos d'une question d'ordre économique ou d'ordre politique, et les deux ennemis de la veille semblent prêts à se tendre la main, pour repousser un danger commun. Il y a, sans doute, une raison grave à ce fait anormal. C'est qu'au dessus de l'intérêt de parti, il y a un intérêt supérieur, un intérêt national, un intérêt patriotique qui les force à se rapprocher. Il peut se faire qu'un des deux partis se trompe et fasse fausse route ; mais quand ce sont les deux qui éprouvent le même besoin de résistance et exécutent simultanément, malgré eux, un même mouvement en sens contraire ; l'un de droite à gauche, l'autre, de gauche à droite, il n'y a plus d'erreur possible. Le mal est réel, profond et tout bon citoyen ne doit rien négliger pour le combattre.

N'est-ce pas précisément ce qui se passe ici, à l'heure qu'il est, à propos de la lamentable question de la frappe illimitée de l'argent, une des mesures les plus funestes que l'on ait jamais proposées à une nation ? On la concevrait encore, cette mesure, dans un moment de détresse, alors que le trésor public et les caisses particulières seraient à vide, et que le commerce serait arrêté, par suite de la disparition de tout moyen d'échange ; mais, en pleine tranquillité, en pleine activité commerciale, en pleine prospérité publique, c'est un acte de folie, et nous concevons que les hommes sensés des deux partis fassent opposition à un mouvement aussi désastreux et tentent d'arrêter le pays sur la pente qui doit le conduire à l'abîme.

DEUX AFFAIRES EN FRANCE.

La Chambre criminelle de la Cour de cassation a, dans une récente audience, rejeté le pourvoi formé par Tremblié contre l'arrêt de la Cour d'assises du Pas-de-Calais, qui, récemment, l'a condamné à mort pour l'assassinat du malheureux Farbos, à Buenos-Ayres.

Si les démarches qui vont être faites près de la Commission des grâces, puis près du Président de la République par l'avocat de Tremblié n'aboutissent pas, le condamné sera exécuté sur une des places publiques de Douai où il avait été précédemment condamné déjà à la peine de mort, arrêt qui devait être cassé plus tard pour vice de forme.

Le Tribunal de commerce présidé par M. Legrand a statué sur la demande en reddition de compte introduite par M. Paul Bourgat contre M. Lemerre, son éditeur.

Le Tribunal décide que M. Lemerre doit justifier devant M. Jacquet, arbitre, par la production de ses livres de comptabilité, du nombre des exemplaires tirés et non réglés au 14 novembre 1895, non compris les exemplaires de passe. Toutefois, le jugement ajoute que cet examen ne pourra pas remonter au delà de dix ans.

M. Lemerre est condamné aux dépens du procès

UN DON DE TROIS MILLIONS.

M. Averoff, qui avait donné un million pour la reconstruction du Stade d'Athènes, vient d'aviser le président des Jeux olympiques qu'il mettrait à la disposition du comité trois autres millions pour la restauration complète du Stade en marbre pentélique.

Une grève de femmes.

On prétend que la femme est conservatrice d'instincts ; il y a cependant en elle des éléments révolutionnaires que la lutte pour la vie développe étrangement. Les femmes tricoteuses de la Terreur seront surpassées par leur arrière-petites-filles ; et ce sera pour la défense de leurs propres droits qu'on les verra marcher compactes et terribles. La grève des tresseuses de paille florentines que le *Temps* signalait l'autre jour et qui vient enfin de se terminer, prouve que la femme possède, elle aussi, la faculté de la rébellion organisée.

Les *trecciaiole* poétiques—chantées par les poètes anglais et qui, semblables aux sveltes figures de Ghirlandajo, tressaient, assises sur le seuil de leurs portes ou le long des routes ombreuses, les fines pailles d'Italie, si à la mode autrefois—se sont soudain changées en émeutières violentes. Durant quelques jours toute la province de Florence a été en révolution. La police, la gendarmerie, la troupe étaient sur pied, tenues en échec par une horde de femmes décidées à vaincre et prêtes à tous les excès ; elles arrêtaient les trains, insultaient et blessaient les carabiniers, cassaient les vitres des municipes et forçaient les autorités à écouter leurs justes réclamations. Une pauvre petite bossue, Balsina Conté, dite la *Gobbina*, était à la tête des révoltées. Un drapeau tricolore à la main (nous n'en sommes pas encore au drapeau rouge de Louise Michel !) elle haranguait ses compagnes et prenait la défense de leurs droits.

La chambre de commerce de Florence, les municipes de la province, le gouvernement lui-même ont agi promptement, non tant pour réprimer l'émeute que pour amener un arrangement plus équitable entre les fabricants et les tresseuses de paille. Par intérêt, par paresse, par insouciance, on était resté aveugle jusqu'ici, ne semblant pas comprendre l'iniquité qui se commettait, préférant ignorer le sort lamentable de ces malheureuses, indignement exploitées, qui arrivaient avec peine à gagner cinq ou six sous par jour ! La conscience publique s'est enfin remuée—elle a eu honte de ce qu'elle n'avait pas su empêcher et peur de ce qu'elle n'avait pas su prévoir. Dorénavant, les tresseuses de paille pourront gagner de soixante à quatre-vingts centimes par jour ! Les infortunées, qui mouraient de faim sur les routes, ont accepté avec joie ces conditions moins draconiennes.

LES OTAGES MIS A MORT.

Un service a été célébré à Paris à Notre-Dame le mardi 2 juin, à dix heures, pour le vingt-cinquième anniversaires de la mort de Mgr Darboy, et des autres victimes de la Commune. S. Em. le cardinal Richard présidait la cérémonie.

A ce propos, nous croyons intéressant de donner les noms des victimes mises à mort les 24, 25, 26 et 27 mai 1871, tels qu'ils sont inscrits sur deux tables de marbre placées au transept de Notre-Dame de Paris :

Ecclésiastiques.—Mgr Darboy, archevêque de Paris ; MM. Surrat, protonotaire apostolique, vicaire général ; Deguerry, curé de Sainte-Madeleine ; Bécourt, curé de Notre-Dame de Bonne-Nouvelle ; Sabatier, 2me vicaire de Notre-Dame-de-Lorette ; Houilchat, prêtre des missions étrangères ; Planchat, aumônier du patronage Sainte-Anne ; Allard, aumônier d'ambulance ; Seignoret, séminariste de Saint-Sulpice.

Les PP. Ollivaint, Ducoudray, Clec, de Bengy, de la Compagnie de Jésus.

Les PP, Captier, Bourard, Cotrault, Delhomme, Chagneret, du Tiers-Ordre de Saint-Dominique ; Saguet, frère des Ecoles chrétiennes.

Laïques.—MM. Bonjean, président à la cour de cassation ; Charles, dit Chaulieu, commis principal à la préfecture de police ; Chaudey, publiciste ; Derest, ancien officier de paix, Jecquer, banquier ; Gaugelin et Volant, professeurs à l'école Albert-le-Grand ; Cathala, Cheminal, Dintroz, Gros, Mace, Petit, serviteurs de cette école.

Militaires. — Garde républicaine : Garaudet et Geanty, maréchaux des logis ; Bermont, Cousin, Poirot, Pons, brigadiers ; Biancherdini, Bodin, Bouzon, Breton, Capdevielle, Carlotti, Chapuis, Colombani, Condeville, Doublet, Ducros, Dupré, Fischer, Fourès, Keller, Mannoni, Marchotti, Marguerite, Marty, Mangenot, Mouillé, Pacotte, Paul, Pauly, Pourteau, Riolland, Valder, Villemin, Weiss, gardes.

Gendarmes : Bellamy, Lacaze, Blanchon, Valet.

Le nombre des otages mis à mort fut donc de 76, dont 24 ecclésiastiques et 52 laïques.

Les bizarreries chinoises.

Les Chinois trouvent, paraît-il, les coutumes européennes extrêmement curieuses et grotesques : ils les voient tout en jaune.

Cela n'a rien d'étonnant si l'on considère que tous usages sont, en quelque sorte la contre-partie des usages européens. Le *Journal d'hygiène* s'est amusé à en faire un amusant résumé.

Ainsi, en Chine, on se réjouit à la mort de ses parents. Une fiancée pleure quand elle va dans la demeure de son époux. Un Chinois s'informe toujours non de votre santé mais de votre revenu. Il s'offense si on lui demande des nouvelles de sa femme et de ses enfants. Il se couvre la tête quand il vous rencontre, revêt des habits blancs quand il est en deuil. Le titre d'un livre est à la fin ; il se lit de droite à gauche et de bas en haut. Les écoliers récitent leur leçon en tournant le dos au maître. Les mères n'embrassent jamais leurs enfants. Les dîners chinois commencent par les fruits et finissent par la soupe. Les Chinois montrent à cheval à droite. Dans leurs constructions ils commencent par le toit. Les Chinois ne se coupent jamais les ongles et on voit des mandarins qui en portent de 10 centimètres de long. Leurs journaux ne parlent jamais de politique. Enfin, l'aiguille de la boussole, au lieu de se tourner vers le nord, se tourne vers le sud.

Est-ce l'excès d'une civilisation spéciale ? Est-ce de la barbarie atavique ? Voici ce qu'il est difficile de déterminer. On peut affirmer, en tout cas, que beaucoup de ces usages asiatiques ont le tort d'être pratiquement illogiques ce qui donne une fâcheuse impression à l'ensemble.

Les confidences de To'stoï.

Le comte Tolstoï s'est retiré, pendant les fêtes du couronnement, sur son domaine de Yasnaya-Pylyana, dans le voisinage de Toula. C'est là qu'un rédacteur de la *Nouvelle Presse libre*, M. Frédéric Schütz, a réussi à joindre le grand écrivain russe et à lui arracher quelques intéressantes confidences :

"Je suis anarchiste, a déclaré le comte Tolstoï ; mais prenez ce mot dans son acception la plus pacifique et la plus philosophique. Je cherche à obtenir des réformes, non par la force, mais en agissant sur les opinions courantes. Actuellement la question de la propriété m'intéresse au plus haut point et les idées d'Henri Georges sur ce sujet me paraissent tout à fait raisonnables. Je suis toujours pénétré d'esprit religieux. Je voudrais voir se former une religion universelle, unique, réglant les rapports des hommes entre eux. Cette religion existe d'ailleurs : c'est le christianisme primitif, tel qu'il fut institué par son fondateur. En fait de politique, je ne me rattache à aucun des partis existants en Russie. Je suis cosmopolite et le "patriotisme" me semble appartenir à une philosophie condamnée par le Christ. Les républicains et socialistes-démocrates professent sur ce point-là des opinions beaucoup moins radicales et absolues que les miennes. Enfin, je suis délibérément hostile aux antisémites, et j'approuve pleinement les paroles que prononça récemment notre jeune empereur Nicolas. On lui soumettait la liste d'avancement des officiers russes. Il fut très étonné d'y remarquer la rubrique *Religion*. "Qu'est-ce que cela signifie ? demanda-t-il. La religion n'a aucun rapport avec la conduite et les capacités des officiers."

DEPECHES Télégraphiques.

TRANSMISES A L'ABEILLE.

NOUVELLES ETRANGERES

Le Général Bradley T. Johnston dans l'île de Cuba.

Presse Associée.

La Havane, 17 juin — Le général Bradley T Johnston est revenu de Matanzas à la Havane. On a appris aujourd'hui qu'il se trouvait dans le train que les insurgés ont récemment attaqué avec de la dynamite près de Benavides et sur lequel ils ont tiré pendant dix minutes.

Les balles ont brisé les vitres et pénétré dans les compartiments. Les voyageurs ont précipitamment quitté leurs sièges et se sont couchés jusqu'après le danger. Le général Johnston se trouvait dans un wagon où les balles ont pénétré; deux balles ont traversé ses vêtements. Il déclare qu'il ne voyagera plus en chemin de fer dans l'île. Il ajoute cependant que le tir des rebelles est mauvais.

L'élection de McKinley et le "Globe" de Londres.

Presse Associée.

Londres, 17 juin—Le *Globe* fait la remarque suivante cette après midi :

Nous n'avons aucune raison de supposer que McKinley est un moins ardent protectioniste qu'autrefois, de sorte que son élection à la présidence des Etats-Unis sera indubitablement un grand malheur pour le commerce britannique.

Il a un motif plausible de rétablir le tarif que le président Cleveland a supprimé. Les recettes du gouvernement ne sont plus égales aux dépenses et les déficits sont de règle comme autrefois les surplus. Et il n'y a plus guère d'économies à réaliser, si ce n'est dans la monstrueuse liste des pensions.

Mais il n'est pas du tout probable que McKinley porte la hache dans ce trou énorme. M. Cleveland lui-même a renoncé à réviser cette liste dans le but de la placer sur un pied de corruption moins vaste. Ce moyen d'économie étant impraticable jusqu'au moment où les vertus politiques seront plus robustes, McKinley pourra déclarer qu'un tarif élevé de protection est absolument nécessaire pour sauver le pays de la banqueroute.

L'opinion de M. Henri Watterson sur la campagne présidentielle.

Presse Associée.

Londres, 17 juin—Le *Chronicle* donne ce matin le compte rendu d'une interview de l'honorable Henri Watterson sur la campagne présidentielle.

M. Watterson ne considère pas le résultat de la campagne actuelle comme un règlement final.

Si les républicains arrivent au pouvoir, a-t-il dit, ils se trouveront aussi incapables de régler les questions pendantes que les démocrates l'ont été depuis trois ans.

Pour le moment, les démocrates semblent désorganisés, mais quand les places seront distribuées l'an prochain, que les ressentiments se manifesteront et que la lutte commencera, il y aura un remaniement complet des forces des partis, de sorte que la bataille finale sur les théories financières de gouvernement solides et illusoires aura lieu en 1900. Les prochaines élections générales ne seront en somme qu'une lutte pour l'obtention de places.

Les relations entre l'Espagne et les Etats-Unis.

Presse Associée.

New York 17 juin—Une dépêche de Madrid au "World" est ainsi conçue :

Le président du conseil, M. Canovas, désire éviter tout ce qui pourrait augmenter la tension des relations entre l'Espagne et les Etats-Unis pendant la durée du terme de M. Cleveland aux fonctions présidentielles. Appel sera fait au patriotisme des factions opposées des Cortès pour prévenir toute démonstration anti-américaine au parlement pendant la session qui se terminera en août prochain.

Tremblement de terre au Japon.

Plus de mille victimes.

Presse Associée.

Yokohama, Japon, 17 juin—La nouvelle d'une terrible catastrophe, qui a coûté la vie à plus de mille personnes, arrive à Yokohama de l'île de Yesso comprenant les provinces nord du Japon : Shinebesbe, Turi, Nitaka, Tobachi, Ishikeri, Kirchioo, Teshiwo, Kitani et Nemoro. Toutes les parties de l'île ont plus ou moins souffert.

Les secousses souterraines ont duré environ vingt heures. Pendant ce temps la plus grande terreur a régné.

Escarmouches dans l'île de Cuba.

Presse Associée.

La Havane, 17 juin — Dans diverses escarmouches récentes les insurgés ont perdu trente-trois hommes, y compris Peter Roque, un leader insurgé. Les troupes espagnoles ont eu quatre hommes tués.

Les chefs rebelles Frédéric Nunez et et Benito Castillo sont morts de leurs blessures.

Yamagati chez l'Empereur Guillaume.

Presse Associée.

Berlin, 17 juin—L'empereur Guillaume a reçu en audience ce matin le maréchal japonais Yamagati.

NOUVELLES — DE LA — CAPITALE DE L'ETAT.

LEGISLATURE.

Sénat.

Dépêche spéciale à l'Abeille.

Baton Rouge, 17 juin—Le Sénat est appelé à l'ordre à 11 heures. 23 membres présents.

Après avoir adopté le bill sur les Assurances, la Chambre haute s'occupe de la charte de ville.

Le juge Baird avait demandé, hier, que l'on retranchât les sections 39 et 65. Aujourd'hui le juge retire son amendement. Il a étudié sérieusement la question ; il comprend les aspirations, les besoins de la population. Il se regarderait comme coupable de faire opposition à l'adoption de la charte.

Le juge Sambola, lui, revient à la charge sur son amendement, prétendant que les membres de la Ligue n'ont été nommés que grâce à l'appui des noirs.

M. Fenner lui adresse une verte réplique et lui déclare que lui, Fenner, se croit aussi bon démocrate que le juge Sambola. Ce dernier voulait que la charte de ville, après avoir été votée par la législature, fût soumise à un vote des citoyens de la Nouvelle-Orléans, au moyen d'une élection spéciale convoquée par le maire, après un avis de 30 jours. Le sénat fait justice de cette proposition de défiance et la rejette.

Le sénateur Sambola demande ensuite l'érection de six cours de recorders à la N. O., au lieu de quatre, comme à présent.

M. Fenner s'étonne des petites oppositions de détail que l'on fait à la loi. Quant à lui, il croit que quatre cours de recorders suffisent pour régler toutes les affaires de police. A quoi bon, sans nécessité, alourdir encore les charges qui pèsent sur les contribuables ?

L'amendement Sambola est rejeté à une majorité de 19 contre 14.

Autre amendement de M. Sambola, supprimant la Cour d'Alger et formant une Cour dans le 3e District—également rejeté.

Le sénateur Estopinal présente un amendement déclarant que les clauses relatives au service civil n'entreront en vigueur qu'après la prochaine élection municipale.

Le sénateur Fenner s'oppose encore à l'amendement : et il le fait victorieusement. L'amendement n'a d'autre but, en effet, que d'empêcher la clause relative au service civil d'entrer en vigueur, avant les prochaines élections et de paralyser ainsi le pouvoir du Maire.

Le Sénat fait justice de l'amendement, et le rejette d'une majorité de 23 contre 11.

Dans la même séance, une résolution relative à la construction de petites digues sur l'Atchafalaya, pour protéger le détour de White Castle.—Renvoyé au comité du commerce et des levées.

Plusieurs bills proposés par M. St-Paul sont renvoyés au comité judiciaire.

M. Romain demande le rappel de la loi autorisant le gouverneur à permettre l'emploi des prisonniers du pénitencier dans les travaux publics et dans les travaux de ferme.

Une longue discussion s'engage à ce sujet. Le bill est indéfiniment ajourné par 23 voix contre 9.

Chambre.

La Chambre entre en séance, à midi—91 membres présent.

L'ordre du jour appelle le bill interdisant la publication des avis judiciaires en français dans la paroisse d'Orléans—rejeté.

Rapport favorable sur le bill autorisant la ville de la Nouvelle-Orléans à laisser construire un chemin de fer allant au lac Pontchartrain sur les terrains connus sous le nom de Canal du Nouveau Bassin et Chemin Coquillé.

Rapport favorable sur le bill réglementant l'exercice des professions de médecin, de chirurgien et de sage-femme.

Rapport favorable sur le bill réorganisant le Bureau de police de la Nouvelle-Orléans, et autorisant les membres de ce Bureau à se présenter dans les lieux publics d'amusement et à intervenir en cas de besoin.

Rapport favorable sur des amendements relatifs aux articles 1070, 1082, 318, 317, 314, 1069 du Code de procédure.

Autant sur le bill amendant la loi qui pourvoit au revenu annuel de l'Etat, en vue d'assurer le paiement des taxes

Rapport favorable sur le bill relatif au district des levées de l'Atchafalaya.

Rapport favorable du comité d'agriculture sur le bill qui a pour but de protéger et de conserver les oiseaux insectivores.

Rapport favorable sur la réorganisation d'un bureau central des archives notariales à la Nouvelle-Orléans.

Rapport défavorable du comité du travail et du capital sur le bill tendant à interdire l'emploi des prisonniers du Pénitencier à des travaux publics et à des travaux de ferme.

Rapport défavorable sur le bill ordonnant le pavage et l'entretien des rues traversées par les chemins de fer, dans les villes et municipalités de moins de 15,000 âmes; ainsi que sur plusieurs bills financiers.

Plusieurs avis de bills sont donnés, entr'autres, pour élever un monument sur les restes des soldats Louisianais à Chicamauga.

La Chambre adopte le bill interdisant la vente des liqueurs fortes, dans un rayon non plus de cinq milles, mais de huit milles autour du Collège de Keachi.

La Chambre adopte le bill Simon, 46, prohibant les petits jeux pour de l'argent, dans certains établissements publics.

Adoption, également, des bills 64, Lange ; 74, Bennett ; 89, Nelson ; Odom, 95, ce dernier établissant une justice de paix de plus, dans le 5me ward de la paroisse Est Baton Rouge.

Le Caucus démocratique.

Adoption du bill de Convention Constitutionnelle.

Dépêches spéciales à l'Abeille.

Baton-Rouge, 18 juin—Le caucus démocratique s'est réuni ce soir, pour délibérer sur le bill de convention constitutionnelle.

Le bill d'enregistrement n'est pas encore prêt.

On a remarqué dans le caucus les membres suivants de la Ligue :

MM. St. Paul, Cage, Fenner, Sirjacques, Fitzpatrick pour le Sénat, et MM. Dufour, Skelly, Chaffe, Parker, Armstrong et Congor pour la Chambre.

Le juge Lawrason préside.

Le bill que l'on connaît avec sa rédaction et ses articles de limitation avait été approuvé unanimement par le comité et par le gouverneur.

Il a été adopté, article par article, avec les restrictions convenues. Le transfert de la capitale de Baton Rouge à la Nouvelle-Orléans a été assez vivement attaqué ; mais il a été finalement adopté.

Le bill complet a été mis aux voix et voté. Il sera présenté demain à la Chambre.

On a remis à demain le vote sur le bill d'élection et d'enregistrement.

Le caucus aura lieu à 7 heures du soir. D'ici là, tous les membres pourront se procurer une copie imprimée du bill d'élection.

Racontars de Couloirs.

Dépêche spéciale à l'Abeille.

Baton Rouge, 17 juin—Il a couru, un instant, aujourd'hui, un singulier bruit. Il y avait, disait on, une opposition dirimante au vote en faveur de la Convention constitutionnelle, avec les restrictions que l'on connaît.

Cette opposition venait, ajoutait-on, des républicains. Au plus fort de la lutte, qui avait pour objet le choix d'un sénateur au Congrès, les républicains étaient allés trouver M. Chaffe, qui dirigeait la campagne pour le compte de M. Denègre et de la Ligue, et lui avaient promis l'appui des républicains et des populistes s'ils s'engageaient tous à demander une convention avec des pouvoirs illimités.

M. Chaffe aurait répondu que la Ligue avait l'intention de voter pour les pouvoirs illimités. Mais cette réponse n'aurait pas satisfait les républicains, qui avaient insisté et exigé que M. Chaffe s'engageât par une signature—ce à quoi aurait consenti le représentant de M. Denègre.

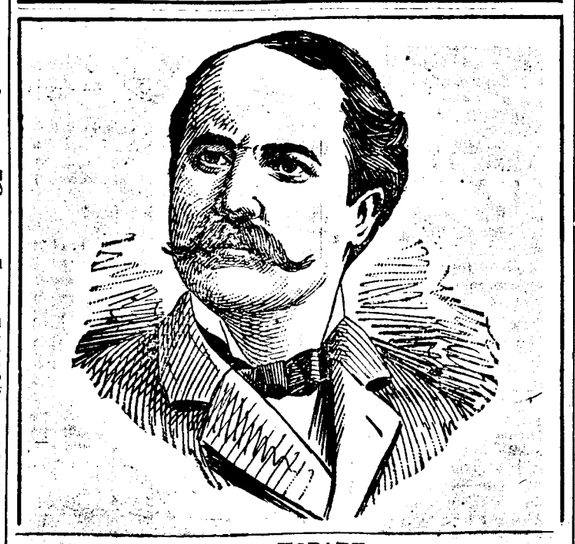
Aujourd'hui, les républicains eussent voulu exiger que les 17 membres engagés, volontairement ou non, se crussent obligés de voter en faveur l'absence complète de limites pour la convention. Ils comptent évidemment sans leur hôte. Ils n'obtiendront rien de pareil. Là-dessus rien à redouter.

Mais il y a un autre danger plus sérieux qui vient du bill électoral, lequel rencontre dans quelques unes de ses parties, une vive opposition. Là est le péril qu'il s'agit d'éviter. Avant tout, on veut éliminer l'élément ignorant et inconscient. Arrivera-t-on à faire comprendre à certains habitants de la campagne la nécessité de cette mesure ? Toute la question est là.

—Quant au message du gouverneur, il se fait toujours attendre. M. Foster semble déterminé à ne l'envoyer aux chambres, que quand le caucus aura statué sur la convention constitutionnelle et sur le bill d'élection.

—Il avait tout d'abord paru impossible de faire passer devant la législature actuelle les trois grandes mesures tant désirées: le bill de la charte de ville, le bill de la Convention constitutionnelle et le bill électoral. A l'heure qu'il est, on n'en désespère plus ; on croit même que tous les trois passeront d'emblée.

La campagne ne fera aucune opposition à la réforme municipale. Ce qu'elle critique seulement, c'est le bill électoral, il serait sur ce point facile de s'entendre avec elle et de faire un compromis qui n'entraînerait pas de sérieuses conséquences.



G. A. HOBART.

NOUVELLES AMÉRICAINES

Menace de scission.

Presse Associée.

St-Louis, 17 juin — Teller, Dubois, Cannon et d'autres argentistes ont annoncé aujourd'hui à la commission des résolutions leur détermination de quitter la convention si le programme de l'étendard d'or est adopté.

La Famine en Chine.

Presse Associée.

San Francisco, 17 juin — Une famine qui menace de plonger dans la détresse pendant de longues années la partie la plus prospère de la province de Tokina, Chine, désole en ce moment cette région. Les récoltes ont manqué et les natifs se trouvent partout dans une situation misérable.

L'autre jour, une mère a offert ses trois enfants à un européen pour huit sous, préférant les vendre à la perspective de les voir mourir de faim dans ses bras. Les habitants se dirigent en masse vers les villes pour mendier, pendant que d'autres pillent et commettent toutes sortes d'actes de violence.

On annonce que plusieurs cas de choléra se sont produits dans les provinces où la famine a été plus sévère.

Le programme du parti républicain et l' "Oregonian."

Presse Associée.

Portland, Orégon, 17 juin—Au sujet du programme financier du parti républicain, l'*Oregonian* fait la réflexion suivante :

Le plan financier consenti est un tel progrès sur la déclaration de Minneapolis, il y a quatre ans, qu'il semblerait hypocrite de prévoir sa défaite.

Des politiciens ont établi ce plan, ainsi que les moyens de le faire adopter, mais les arguments employés sont de bon aloi.

C'est un grand programme pour se présenter devant les électeurs, et ceux ci l'endosseront en novembre prochain.

Arrivée du nouveau ministre japonais aux Etats-Unis.

Presse Associée.

San Francisco, 17 juin—Parmi les Japonais distingués arrivés récemment de l'Orient se trouve Hoshi Turi, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Japon à Washington, le successeur de M. Kurino, envoyé en Italie.

M. L. Hayakawa, conseiller au ministère des finances, est également arrivé. Il se rend en Angleterre pour toucher la balance de l'indemnité de guerre dûe par la Chine.

La matinée à St-Louis.

Presse Associée.

St Louis, 17 juin—Une pluie fine et froide a commencé à huit heures du matin, de sorte que le deuxième jour de session de la Convention nationale républicaine promettait d'être des plus désagréables.

Les drapeaux et les décorations de feuillages étaient chargés d'humidité, et l'humeur des délégués semblait correspondre à la tristesse du temps.

De nombreux délégués, la grande masse, semblent maintenant peu intéressés aux travaux de la convention, car ils commencent que la nomination de McKinley est certaine et que le programme est établi, à l'exception de quelques points techniques de phraséologie auxquels peu s'intéressent.

La lutte pour le candidat à la vice-présidence donnera probablement un peu de vie à la convention, immédiatement après le choix du candidat à la présidence. La lutte est confinée entre Garrett Hobart, du New Jersey, et Morton, de New York. Malgré la protestation de la minorité de la délégation de New York conduite par Warner Miller, il semble que Morton sera choisi, mais il reste à savoir si Miller, Bliss et Conger ne peuvent forcer la convention à chercher un candidat autre part que dans l'Etat de New-York.

Le courant semble se diriger vers Morton, malgré les protestations des adversaires de Platt.

Toutefois, la situation peut changer très rapidement, dès que la convention aura terminé son organisation et commencé ses travaux.

Si le temps continue à être désagréable, il réduira probablement la durée de la convention, car les délégués sont déjà fatigués et anxieux de retourner chez eux. Il y a deux jours, il semblait qu'il fut impossible à la convention de prononcer l'ajournement final avant vendredi soir, mais il est maintenant question, malgré l'impossibilité d'expédier tant d'affaires, de s'ajourner dès ce soir. Il est probable que les travaux prendront fin demain.

Cette terminaison subite pourra contrarier le plan d'une immense démonstration en l'honneur de McKinley.

La nuit dernière, les musiques et la chaleur à l'intérieur ont tenu les délégués dehors jusqu'à une heure avancée, de sorte qu'ils se sont levés tard ce matin.

Les délégués des états du sud sont très anxieux de quitter St Louis. Ils disent que la profonde harmonie et le caractère tranquille de la convention ne procurent pas autant d'agréments que les conventions de district ou d'état, et qu'il y aura peu de chances pour les orateurs de placer les discours qu'ils tiennent toujours prêts pour de semblables occasions.

On pense, cependant, que le programme et les discours de présentation des candidats animeront les débats d'aujourd'hui.

La Commission des Résolutions.

Presse Associée.

St-Louis, 17 juin— Les membres de l'importante commission des résolutions, qui étaient restés en séance jusqu'à trois heures du matin, et le comité des lettres de créance étaient au travail à dix heures, l'heure fixée pour l'ouverture de la séance de la convention.

Le préambules et les diverses clauses du programme préparé pour la sous-commission seront adoptés par la commission, mais les indications sont que le rapport, sur lequel se concentre toute l'attention, ne pourra être déposé que dans la soirée.

Foraker présentera le nom de M. Morton.

Presse Associée.

St Louis, 17 juin—Foraker a consenti à présenter le nom de M. Morton comme candidat à la vice-présidence après le règlement de la question présidentielle.

M. Platt et la candidature de M. Morton à la Vice-Présidence.

Presse Associée.

St-Louis, 17 juin—La situation complexe d'hier soir, de laquelle l'amère dissension entre les factions de New York et le désir de M. Hanna et des agents de McKinley de se mettre en évidence ont été les principaux facteurs, n'est pas changée ce matin.

La trêve n'est dûe qu'au désir de régler la question présidentielle avant d'entamer la lutte vice présidentielle. M. Platt était debout dès la première heure et il s'est entretenu avec les leaders des délégations de l'Indiana et de l'Illinois avant neuf heures. Il a suivi sa tactique habituelle, qui consiste à indiquer tranquillement aux leaders, qu'ils soient favorables ou non à la cause de New York, quelle est sa position.

Toutefois, il n'était nullement disposé à faire une déclaration définitive au sujet de la candidature de M. Morton. Il s'est contenté de dire très courtoisement : Au cas de la défaite de M. Morton pour la présidence, on pense qu'il acceptera la seconde place et qu'il demandera à être soutenu.

Au quartier général de la délégation de New-York on a évité avec soin de faire de l'opposition à M. Hanna et de le mentionner comme un adversaire de la candidature de M. Morton à la vice-présidence.

M. Hackett, de New-York, s'est exprimé ainsi :

On ne peut supposer que M. Hanna prenne part à cette lutte quand il a déjà à soutenir la lutte pour McKinley. Il reculiera assez d'honneur en obtenant la première place pour son candidat.

Au quartier général de l'Ohio, aucune réponse définitive n'a été faite à M. Miller ou à M. Bliss au sujet de leur proposition d'alliance pour combattre la candidature de M. Morton, et ces messieurs sont quelque peu inquiets.

Cependant, M. Milholland a dit qu'il est certain que les partisans de McKinley aideront les hommes de l'est qui les ont aidés ; mais ces vues ne semblent pas partagées par les partisans de McKinley des autres Etats.

Les partisans de Morton estiment ce matin que leur candidat obtiendra les suffrages suivants :

New York, 50 ; Connecticut, 12 ; Delaware, 6 ; Floride, 8 ; Maryland, 16 ; Massachusetts, 30 ; Nebraska, 16 ; New Hampshire, 8 ; Dakota du Nord, 16 ; Ohio, 24 ; Pennsylvanie, 64 ; Rhode Island, 8 ; Dakota du Sud, 8 ; Tennessee, 24 ; Texas, 30 ; Indiana, 6 ; Wisconsin, 24 ; Missouri, 17 ; Vermont, 8 ; Utah, 6 ; Mississipi, 18 Total, 445.

Quatre cent-soixante voix sont nécessaires, mais on prétend que dès le commencement du vote la force de Morton causera une grande surprise. Mais une grande partie de la journée reste pour continuer la lutte et M. Hanna est toujours le pivot autour duquel tournent les lutteurs.

L'organisation permanente de la Convention.

Presse Associée.

St-Louis, 17 juin—Platt et le gouverneur de l'Ohio, Bushnell, sont entrés ensemble dans la salle de la convention. Platt a coudoyé l'ex-sénateur Warner Miller, mais il n'y a eu aucun signe de reconnaissance entre eux.

La haine entre les deux leaders de New York est profonde. Mark Hanna, qui a été un des derniers à arriver, a eu beaucoup de difficulté à atteindre les sièges réservés à la délégation de l'Ohio. Il était arrêté à chaque instant par des délégués qui l'acclamaient. Il n'y a cependant pas eu de démonstration.

M. Hanna a ensuite conféré à voix basse sur la plate-forme avec le sénateur Carter. Pendant leur conversation, le président temporaire Fairbanks a déclaré ouverte la deuxième séance de la convention.

Le rapport de la commission d'organisation permanente a été présenté par le secrétaire McEwen, du New Jersey, et adopté à une grande majorité.

MM. Sewell, du New Jersey, et Payne, de New York, ont escorté le président permanent élu, M. Thurston, au fauteuil.

En plus du président ont été élus : secrétaire, le colonel Charles Johnson ; assistants secrétaires, W. E. Riley, du Kentucky ; H. H. Smith, du Michigan, A. Humphrey, de New York; A. Manley; du Maryland ; sténographe officiel, Francis E. Burke, de Pittsburg; sergent-d'armes, Timothy E. Byrnes, du Minnesota ; assistants sergents-d'armes, Geo. W. Iswell, du Wisconsin, W. W. Johnson, du Maryland, W. P. Hurford, de Washington, C. E. Stone, de l'Illinois, C. D. Smith, de l'Oklahoma, F. H. Wilson, du Missouri ;

Clerks de lecture, J. H. Stone, du Michigan, John R. Malloy, de l'Ohio, R. S. Hatch, de l'Indiana, J. R. Bean, du New Jersey.

Un vice-président a été également élu pour chaque état.

Chez le Gouverneur Morton.

Presse Associée.

Rhine Cliff, Etat de New York, 17 juin—Le gouverneur Morton suit avec un calme imperturbable les événements de St Louis. Il ne montre aucunement cette anxiété qu'on pourrait attendre d'un candidat à la présidence.

Il a fait installer un fil télégraphique à sa résidence et il reçoit directement dans leur plus minutieux détails le compte-rendu des travaux de la convention.

Le gouverneur Morton a plaisamment causé aujourd'hui avec un représentant de la Presse Associée de diverses choses, mais il s'est tenu sur une grande réserve quand il a été question de la convention.

Il n'a voulu faire aucune déclaration au sujet du plan financier inséré dans le programme, mais l'expression de satisfaction sur son visage indiquait que le plan répond entièrement à ses vues. Comme d'ordinaire, le gouverneur n'avait rien à dire au sujet de son acceptation de la candidature à la vice-présidence.